

La bibliothèque du citoyen

Alfred Grosser

Les identités difficiles



SCIENCES PO
LES PRESSES

Extrait de la publication

LES IDENTITÉS DIFFICILES

Extrait de la publication

DU MÊME AUTEUR

- L'Allemagne de l'Occident*, Gallimard, 1953.
- La Démocratie de Bonn*, Armand Colin, 1958.
- Hitler : la presse et la naissance d'une dictature*, Armand Colin, 1959.
- La IV^e République et sa politique extérieure*, Armand Colin, 1961.
- La Politique en France* (avec François Goguel), Armand Colin, 1964.
- Au nom de quoi ? Fondements d'une morale politique*, Seuil, 1969.
- L'Allemagne de notre temps*, Fayard, 1970.
- L'Explication politique*, Presses de Sciences Po, 1972.
- Les Occidentaux. Les pays d'Europe et les États-Unis depuis la guerre*, Fayard, 1978.
- Le Sel de la terre. Pour l'engagement moral*, Seuil, 1981.
- Affaires extérieures : la politique de la France 1944-1984*, Flammarion, 1984.
- L'Allemagne en Occident*, Fayard, 1985.
- Vernunft und Gewalt. Die Französische Révolution und das deutsche Grundgesetz heute*, Munich, 1989.
- Le Crime et la Mémoire*, Flammarion, 1989.
- Mein Deutschland*, Hambourg, 1993.
- Une vie de Français. Mémoires*, Flammarion, 1997.
- Les Fruits de leur arbre. Regard athée sur les chrétiens*, Presses de la Renaissance, 2001.
- L'Allemagne de Berlin. Différente et semblable*, Alvik, 2002.
- La France. Semblable et différente*, Alvik, 2005.

*LA BIBLIOTHÈQUE
DU CITOYEN*

Alfred Grosser

LES IDENTITÉS DIFFICILES

2^e édition

PRESSES DE SCIENCES PO

Extrait de la publication

Catalogage Électre-Bibliographie (avec le concours de la Bibliothèque de Sciences Po)

Grosser, Alfred

Les identités difficiles - 2^e édition. — Paris : Presses de Sciences Po, 2007 (La Bibliothèque du citoyen)

ISBN 978-2-7246-1038-3

RAMEAU :

identité (psychologie)

identité collective

individu et société

302.1 : Psychologie sociale.

DEWEY :

Interaction Sociale

relations individus/société

Public concerné :

Tout public

La loi de 1957 sur la propriété intellectuelle interdit expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit (seule la photocopie à usage privé du copiste est autorisée).

Nous rappelons donc que toute reproduction, partielle ou totale, du présent ouvrage est interdite sans l'autorisation de l'éditeur ou du Centre d'exploitation du droit de copie (CFC, 3, rue Hautefeuille, 75006 PARIS)

© 2007, PRESSES DE LA FONDATION NATIONALE
DES SCIENCES POLITIQUES

Préface à la 2^e édition

Dans son excellent essai *La Compréhension sociologique*, Dominique Schnapper répond à la présomptueuse assertion de Pierre Bourdieu, citée dans la conclusion de ce livre : « La société moderne n'est pas formée de groupes juxtaposés, aux frontières claires, mais d'individus dont les rôles, les références sont multiples. Suivant les situations sociales et les circonstances historiques, ils choisissent, en fonction de leur passé individuel et collectif, des formes particulières de références et d'identifications... Les sociétés modernes sont fondées sur la mobilité des hommes, la pluralité de leurs fidélités et de leurs abandons, la pluralité de leurs identités. » Malheureusement, à l'intérieur de nos frontières et dans l'ensemble du monde actuel, on assiste ces dernières années à une évolution vers des identités réductrices. Des hommes et des femmes aux appartenances multiples se replient sur l'une d'entre elles, tantôt à la suite d'une identification imposée du dehors, tantôt par l'exaspération d'un sentiment d'appartenance exclusive.

L'identification restrictive, voulue ou subie, est presque toujours fondée sur un appel à la « mémoire collective ». Celle-ci n'est pourtant

qu'un transmis qui devient un acquis (voir chapitre 2). Mais la simplification du passé, que ce soit pour le réduire à une souffrance collective ou pour en effacer les aspects négatifs, permet d'aboutir à une justification d'une revendication présente, face aux hommes et femmes de la même appartenance, ou face aux membres d'autres collectivités. Oui, il faut introduire dans la « mémoire collective » des Français métropolitains ce qu'a été l'esclavage, qu'il s'agisse de la traite des Noirs (et Nantes, puis Bordeaux ont commencé à faire prendre conscience que la prospérité de la ville a reposé sur cette traite), ou simplement de travail forcé. Qui donc connaît le discours, absent des manuels scolaires, que Félix Houphouët-Boigny, alors simple député de Côte-d'Ivoire, a prononcé à l'Assemblée nationale, le 11 avril 1946, un an après le triomphe de la Liberté, pour obtenir le vote de la loi abolissant cette forme d'esclavage ? « Il faut avoir vu ces travailleurs épuisés squelettiques, couverts de plaies... Il faut avoir vu ces théories d'hommes, de femmes, de filles, défiler silencieux, le long des chemins qui mènent aux chantiers... Il faut avoir vu les transitaires, ces négriers modernes... les enfermer dans les fourgons comme des animaux... »

Mais est-il pour autant légitime de fonder la revendication justifiée de l'égalité de considération et de traitement sur une vision réductrice du passé, une vision dont le refus serait coupable ? Olivier Pétré-Grenouilleau a été accusé de racisme pour avoir montré, dans *Les Traites négrières. Essai d'histoire globale*, que la traite n'a pas été le fait des seuls Européens et qu'il y a eu aussi des Noirs négriers. Ne vaut-il pas mieux, comme Gaston Kelman, dans *Je suis noir et je*

n'aime pas le manioc, citer ceux qui ont dit : « je ne suis pas esclave de l'esclavage qui déshumanisa nos pères », ou « l'identité, ce ne sont pas des racines, c'est un fruit » ? De la même façon, la réduction de l'identité juive à la mémoire de la Shoah, de l'identité d'Israël à cette mémoire, a des conséquences doublement négatives : l'accusation d'antisémitisme portée contre tout Juif critique de la politique israélienne et le refus de prendre en compte les souffrances palestiniennes. L'hypersensibilité née de la mémoire exclusive entraîne aussi un glissement dans l'auto-définition identitaire. Ignaz Bubis, longtemps président du Conseil du judaïsme allemand, se voulait, jusque dans le titre de ses mémoires, un citoyen allemand de religion juive. Ses successeurs ont davantage parlé en tant que Juifs allemands, puis de Juifs en Allemagne.

Benoît XVI a commis l'excès inverse. Dans son discours de Ratisbonne, en septembre 2006, il a parlé assez agressivement de la violence exercée au nom de l'islam. Il n'a pas dit un mot des longs siècles de persécutions, de tortures, de bûchers, de croisades, d'exclusions dont son Église s'était rendue coupable. Il a fallu attendre le concile Vatican II et la Déclaration sur la liberté religieuse (*Dignitatis humanae*) du 7 décembre 1965 pour que l'Église catholique condamne toute coercition, toute contrainte exercée en matière religieuse. Si le pape avait dit : « j'espère que l'islam produira à son tour un tel document », il n'y aurait guère eu de protestations. Mais c'est aussi ce passé négatif qui est oublié ou effacé chaque fois qu'il est demandé de voir dans le Dieu chrétien la source d'une morale commune des Européens. L'Évangile a bien été l'une des sources de cette morale,

mais la notion de tolérance, de respect de la personne humaine, quelle que soit sa croyance ou son incroyance, n'est assurément pas née de la croisade contre les Albigeois, de la fuite des Marranes d'Espagne ou des dragonnades et de la révocation de l'édit de Nantes.

Le passé, assumé ou nié, tient une grande place dans bien des identifications présentes. La forte tension existant entre l'Estonie et la Russie, née avec le déplacement d'une statue à la gloire de l'Armée rouge, est due au fait que les Estoniens se souviennent qu'en 1945, la libération d'une oppression a entraîné l'installation d'une autre oppression, alors que dans la Russie de Vladimir Poutine, le passé stalinien est purement et simplement passé sous silence. Les soldats soviétiques n'ont été que des libérateurs et un gouvernement polonais qui ose prononcer le mot « Katyn » se fait immédiatement rabrouer. (Mais qu'est-ce qu'un Estonien ou un Lituanien, si les Russes installés depuis trois quarts de siècle sont exclus de la communauté nationale ?) Le Parti communiste français d'aujourd'hui, lui, ne rejette pas au même point son passé comme un élément d'auto-identification, mais il se refuse tout de même à affronter franchement les soumissions, les abdications, les humiliations de ses dirigeants et de ses intellectuels.

Du dehors, on peut vouloir détruire une identification : c'est ce que fait le gouvernement chinois en 2007 en « urbanisant » les bergers tibétains pour effacer un peu plus l'identité tibétaine. On peut imposer des identifications génératrices de nouveaux conflits. Cela a été, et cela demeure la politique de l'Union européenne dans l'ancienne Yougoslavie. L'indépendance d'un Kosovo albanophone repose sur l'idée

fausse qu'il peut exister des États ethniquement purs et, surtout, que l'ethnicité doit fonder une identité politique. Il existe aussi d'autres destructions, nullement sanglantes. Dans un beau discours prononcé en 2005 à l'occasion de l'année jubilaire de Friedrich Schiller (auteur, entre autres, de *L'Hymne à la joie*...), le président de la République fédérale, Horst Köhler, a déploré les ravages que les metteurs en scène d'aujourd'hui produisent dans la transmission culturelle. Que reste-t-il en effet de Mozart ou de Molière à l'issue des transpositions, des mutilations, des réécritures, des contre-sens délibérément infligés, que leurs œuvres subissent ? Si encore l'affiche disait « d'après Mozart » ou « d'après Molière » ! L'identité de leurs œuvres est niée et la transmission, donc la mémoire culturelle, pour le moins entravée.

Jean-Noël Jeanneney a eu raison d'intituler un ouvrage collectif sur les stéréotypes nationaux en Europe *Une idée fausse est un fait vrai*. Cela vaut tout particulièrement pour les identifications. Les historiens ont fait d'immenses progrès pour se détacher de leurs propres identités déformantes. Une belle exposition sur les Francs, d'abord à Mannheim, puis, hélas réduite, à Paris, plaçait face-à-face Vercingétorix et Arminius, tous deux accompagnés de feuillets recouverts des bêtises chauvines que des livres et des manuels avaient imprimées à leur sujet. Une vision plus conforme à la réalité historique, notamment pour l'identification de l'ennemi, n'est pas nécessairement créée par l'historien. Actes politiques et œuvres d'art sont susceptibles d'entraîner des changements dans les esprits ou du moins de faire prendre conscience d'un changement. La poignée de main entre Helmut Kohl et François Mitterrand